



[**CLIQUEZ ICI POUR L'APERCU GENERAL DE 31 PAGES**](#)



A gauche, Simplicie Zouhonbi, Economiste principal du PNUD



[**CLIQUEZ ICI POUR LA VIDEO**](#)

Le Rapport 2012 du CNUCED sur les pays les moins avancés : Mettre à profit les envois de fonds et les compétences des diasporas pour renforcer les capacités productives a été lancé au niveau mondial le 26 novembre 2012. Ce rapport a été rendu public aujourd'hui à Madagascar.



Le rapport (no de vente: E.12.II.D.18, ISBN-13: 978-92-1-1128611) peut être obtenu auprès du Bureau des ventes et de la commercialisation des publications des Nations Unies à l'adresse ci-dessous ou auprès des revendeurs des publications des Nations Unies dans le monde, au prix de 50 dollars des États-Unis (avec une réduction de 50 % pour les résidents des pays en développement, et de 75 % pour les résidents des pays les moins avancés). Les commandes ou les demandes de renseignements sont à adresser à: United Publications Sales and Marketing Office, 300 E 42nd Street, 9th Floor, IN-919J New York, NY 10017 (États-Unis d'Amérique), tél.: +1 212 963 8302, télécopie: +1 212 963 3489, courriel: publications@un.org, <https://unp.un.org>

=====

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

UNCTAD/PRESS/PR/2012/40

Original: Anglais

RAPPORT 2012 SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS: QUELQUES FAITS ET CHIFFRES



Genève, 26 novembre 2012 – **Le Rapport 2012 sur les pays les moins avancés: Mettre à profit les envois de fonds et les compétences des diasporas pour renforcer les capacités productives,** est paru aujourd'hui.

Évolution des migrations

□ Le nombre des émigrants originaires des PMA a augmenté, passant de 19 millions en 2000 à 27 millions en 2010. Il correspond à 3,3 % de la population de ces pays.

□ Les PMA représentent 13 % du total mondial des migrants, ce qui équivaut plus ou moins à leur part de la population mondiale (12,1 %).

□ Les quatre cinquièmes des émigrants originaires des PMA vivent dans des pays en développement (Sud) et seulement un cinquième dans des pays développés (Nord).

Envois de fonds

□ Les envois de fonds ont été multipliés par près de huit entre 1990 et 2011, passant de 3,5 milliards à 27 milliards de dollars des États-Unis. Depuis 2008, ils ont continué d'augmenter malgré la survenue de la crise économique et financière mondiale et ses conséquences.

□ En 2011, les envois de fonds à destination des PMA représentaient près du double du montant des entrées d'investissement étranger direct (IED) dans ces pays (15 milliards de dollars É.-U.) et n'étaient devancés que par l'aide publique au développement (APD) comme source de financement extérieur (42 milliards de dollars en 2010).

□ Les fonds reçus par habitant dans les PMA ont triplé entre 2000 et 2010, passant de 10 à 30 dollars.

□ Les envois de fonds revêtent une plus grande importance pour les PMA que pour d'autres groupes de pays. Dans les PMA, ils représentent 4,4 % du produit intérieur brut (PIB) et 15 % des exportations, soit trois fois plus que dans les autres pays en développement.

□ Entre 2008 et 2010, les fonds reçus représentaient plus de 20 % du PIB du Lesotho, de Samoa, de Haïti et du Népal.

□ Entre 2009 et 2011, les fonds reçus ont été une source de devises plus grande que les exportations au Népal et en Haïti.

- En 2008-2010, le montant des fonds reçus était supérieur à celui de l'IED et de l'APD dans neuf PMA: Bangladesh, Haïti, Lesotho, Népal, Samoa, Sénégal, Soudan, Togo et Yémen. Dans huit autres PMA, il a dépassé celui de l'IED pendant la période considérée: Bénin, Burundi, Comores, Éthiopie, Gambie, Guinée-Bissau, Kiribati et Ouganda.

- Les deux tiers des fonds transférés aux PMA proviennent de pays en développement.

- Au niveau mondial, le coût des transferts de fonds s'élève à 9 % du montant envoyé; dans le cas des PMA, il est un tiers plus élevé (12 %).

- Si le coût du transfert des fonds envoyés en Afrique subsaharienne avait été égal à la moyenne mondiale, les pays concernés auraient reçu 6 milliards de dollars É.-U. de plus en 2010.

- Seulement trois pays représentaient 66 % du montant total des fonds transférés aux PMA entre 2009 et 2011: Bangladesh, Népal et Soudan.

- Dans les PMA, le nombre d'abonnements de téléphonie mobile (368 pour 1 000 habitants) est désormais supérieur à celui des comptes bancaires (171 pour 1 000 habitants). Les téléphones mobiles peuvent être utilisés pour recevoir et envoyer des fonds.

Exode des compétences

- Un cinquième des travailleurs hautement qualifiés (titulaires d'un diplôme universitaire) des PMA vivent à l'étranger. Dans les pays développés, la proportion est de 1 sur 25.

- Dans six PMA, davantage de diplômés de l'enseignement supérieur résident à l'étranger que sur le territoire national: Haïti, Samoa, Gambie, Tuvalu et Sierra Leone.

□ Les deux tiers des émigrants hautement qualifiés originaires des PMA vivent dans des pays développés contre un tiers dans des pays en développement.

□ Le taux d'exode des compétences (soit la part des ressortissants hautement qualifiés résidant à l'étranger) est jugé «très élevé» (supérieur à 20 %) dans la plupart des PMA (30 sur 48).

□ On estime que 2 millions de diplômés de l'enseignement supérieur originaires des PMA vivent et travaillent à l'étranger.

□ Plus le revenu des pays d'accueil est élevé, plus l'immigration est sélective. Dans les pays développés, 35 % des immigrants sont diplômés de l'enseignement supérieur; dans les PMA, seulement 4 % d'entre eux ont le même niveau d'instruction. Cela vaut pour les immigrants originaires de tous les pays confondus, mais aussi, dans des proportions comparables, pour les immigrants originaires des PMA.

□ Un tiers des immigrants diplômés de l'enseignement supérieur originaires des PMA vivent dans un seul pays: les États-Unis d'Amérique.

Résultats macroéconomiques

□ Depuis la crise économique (2009-2011), le taux annuel de croissance économique des PMA s'est établi à 4,7 %, soit bien moins que pendant les années d'expansion (2003-2008), où il était de 7,9 %. Par voie de conséquence, le taux annuel de croissance du revenu par habitant a diminué, passant de 5,4 % pendant la seconde période à 2,4 % pendant la première.

□ En 2011, le taux moyen de croissance réelle du PIB des PMA s'est établi à 4,2 %, en nette baisse par rapport aux 4,9 % enregistrés en 2009 en pleine récession mondiale.

□ Dans les PMA, la formation brute de capital fixe a légèrement augmenté, passant de 20,7 % du PIB en 2005-2007 à 21,6 % en 2008-2010. Elle est néanmoins restée bien inférieure à celles des autres pays en développement, où elle a atteint 30,1 % pendant la dernière période.

□ Les PMA continuent d'être très tributaires des ressources extérieures. En 2011, le déficit des comptes courants était supérieur à 20 % du PIB dans cinq PMA, et à 10 % dans 13 autres.

□ En 2008-2010, le déficit de financement (recours à des sources extérieures pour financer l'investissement intérieur) s'est établi à 15 % environ du PIB dans les PMA exportateurs de pétrole.

□ 62 % des exportations des 48 PMA provenaient de cinq pays seulement: Angola, Bangladesh, Guinée équatoriale, Yémen et Soudan. À l'exception du Bangladesh, ces pays sont des exportateurs de pétrole.

□ Les exportations des PMA sont fortement tributaires d'un seul produit (pétrole), qui représente 46 % du total de leurs recettes d'exportation.

□ En 2011, plus de la moitié des exportations des PMA (54%) était destinée aux pays en développement, confirmant l'importance grandissante du commerce Sud-Sud. La Chine accueillait 26,4 % des exportations des PMA, devant l'Union européenne (20,4 %) et les États-Unis (19 %).

=====

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

UNCTAD/PRESS/PR/2012/38

Original: Anglais

CONTRE LES EFFETS DE L'EXODE DES COMPÉTENCES DES PAYS LES PLUS PAUVRES



La CNUCED propose un mécanisme qui permettrait aux ressortissants travaillant à l'étranger de transférer des connaissances et d'investir dans leurs pays d'origine

Genève, 26 novembre 2012 – D'après un récent rapport de la CNUCED, les ressortissants instruits et hautement qualifiés des pays les plus pauvres, partis travailler à l'étranger, pourraient contrer les effets de l'«exode des compétences» dans leurs pays d'origine en contribuant au transfert de connaissances et en orientant l'investissement vers ces pays. La CNUCED estime le nombre de ces émigrants à plus de deux millions.

Le Rapport 2012 sur les pays les moins avancés : Mettre à profit les envois de fonds et les compétences des diasporas pour renforcer les capacités productives, est paru aujourd'hui.

Les statistiques relatives à l'«exode des compétences» des 48 pays les moins avancés (PMA) sont éloquentes: parmi les ressortissants de ces pays ayant reçu une formation universitaire, une personne sur cinq environ part travailler à l'étranger, contre une sur 25 dans les pays

développés. Ce sont les PMA qui affichent le taux d'exode des compétences le plus élevé, avec 18,4 %, un taux bien supérieur aux 10 % observés dans les autres pays en développement. Six des 48 PMA comptent plus de

ressortissants hautement qualifiés vivant à l'étranger que dans leur pays natal.

En 2000, les PMA comptaient 1,3 million d'émigrants, une augmentation de 58 % par rapport à 1990.

Aujourd'hui, ce chiffre aurait dépassé les 2 millions. Au vu de ces statistiques les effets néfastes du phénomène pourraient l'emporter sur les avantages tirés de l'envoi de fonds – c'est-à-dire des milliards de dollars que ces travailleurs envoient chaque année à leur famille restée dans leur pays d'origine

(voir UNCTAD/PRESS/PR/2012/37 plus bas).

L'exode des compétences tend en effet à renforcer les inégalités entre les pays en termes de personnel qualifié et à compromettre les perspectives de croissance économique à long terme des PMA.

Pour compenser ces effets négatifs, la CNUCED propose de créer un mécanisme international d'appui à travers lequel les expatriés hautement qualifiés des PMA pourraient contribuer au transfert des connaissances spécialisées et orienter l'investissement vers leur pays d'origine.

Le dispositif de transfert des connaissances proposé – dénommé «investissement dans le transfert des connaissances des diasporas» – est un instrument financier qui ciblerait les ressortissants des PMA vivant et travaillant à l'étranger. Il s'agit de mobiliser ceux qui sont «disposés à investir dans la création et l'acquisition des connaissances dans leur pays d'origine». L'objectif étant de mettre en valeur les apports des membres de la diaspora dotés «de compétences hautement spécialisées pouvant contribuer au développement des entreprises et au renforcement des capacités productives » de leurs pays d'origine, notamment dans les secteurs de moyenne et de haute technologie (par exemple, machines, technologies de

l'information et de la communication et biotechnologies) et dans les

secteurs à forte intensité de compétences (comme l'ingénierie et le conseil). Depuis des années, la CNUCED défend l'idée que l'amélioration des capacités productives des PMA est, pour ces pays et leur population, la clef pour parvenir à une croissance économique durable et sortir de la pauvreté.

Le mécanisme international d'appui qui est proposé dans le **Rapport 2012 sur les pays les moins avancés** vise à réduire les risques auxquels s'exposent généralement les diasporas qui décident d'investir dans leur pays d'origine. A travers ce mécanisme, elles pourraient par exemple bénéficier d'un accès préférentiel au financement de départ à des taux d'intérêt préférentiels. Les gouvernements pourraient également fournir des garanties d'emprunt en vue de ces investissements.

Le Rapport indique que des sources multiples de financement pourraient être nécessaires pour lever des fonds suffisants. Les émigrants qualifiés des PMA vivent en majorité dans des pays développés.

Les fonds nécessaires à la mise en œuvre du dispositif pourraient être fournis par les pays développés et par les pays en mesure d'apporter leur contribution, ainsi que par les institutions financières internationales et régionales.

D'une manière générale, il est clair qu'un plan spécial s'impose pour inciter les membres qualifiés des diasporas des PMA à contribuer au renforcement du socle des connaissances et des capacités d'innovation de leurs pays d'origine. Le mécanisme proposé pourrait être administré par des banques de développement régionales – Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement et Banque interaméricaine de développement – en collaboration étroite avec les banques nationales de développement. Pour la CNUCED, les modalités du dispositif devraient encore être précisées.

Plusieurs gouvernements de PMA ont tenté d'exploiter le potentiel de leurs diasporas au profit de leur pays, mais, pour l'heure, les résultats sont bien maigres. Le Rapport note la nécessité d'adopter de nouvelles politiques et stratégies industrielles, et de les élaborer en tenant compte des compétences et des capacités des émigrants. On pourrait aussi, par exemple, créer des

réseaux efficaces de partage du savoir des diasporas.

La CNUCED recommande que les réseaux de partage du savoir des diasporas – ainsi que leurs associations professionnelles et leurs réseaux universitaires – deviennent des instruments de recherche qui mettent les personnes en relation avec les institutions compétentes, formant ainsi des réseaux d'échange de savoir qui pourraient être utilisés pour déterminer ce qu'un pays est capable de produire.

Pour renforcer le volet «partage du savoir» des projets d'investissement relevant du nouveau dispositif et répartir les avantages qui en découlent entre les acteurs nationaux, la constitution de coentreprises avec les entreprises locales serait encouragée. Le dispositif deviendrait alors un moteur de diffusion et de partage du savoir. Les partenaires nationaux, quant à eux, apporteraient à ces coentreprises leur

connaissance de la situation locale, et leurs contacts établis à travers les réseaux commerciaux nationaux.

Le nombre de personnes ayant reçu une formation universitaire par rapport à la main-d'œuvre peu qualifiée est dix fois plus élevé dans les pays développés que dans les PMA. Dans les pays les plus pauvres, une personne sur 42 a bénéficié de l'enseignement supérieur. Cette inégalité restreint déjà les perspectives de développement des PMA et compromet sérieusement les efforts qu'ils déploient pour diversifier leurs activités économiques. Si les tendances actuelles en matière d'exode des compétences ne sont pas enrayerées les PMA, au vu de leurs profondes contraintes structurelles, pourraient avoir du mal à maintenir leur taux de croissance au niveau élevé qu'il affiche aujourd'hui.

C'est dans les secteurs tels que la santé et l'éducation, et dans les secteurs à forte intensité de science et de technologie que l'exode des compétences est le plus important. Le phénomène pénalise gravement les pays les plus démunis car ce sont les personnes les plus aptes à contribuer à la croissance économique qui partent. Pour les auteurs du Rapport, cette question est d'autant plus préoccupante qu'aujourd'hui, avec la croissance de l'économie mondiale et la rapidité des progrès

technologiques, les PMA se font distancer. Ils doivent absolument s'industrialiser, et le faire

sans tarder. Ils doivent aussi suivre l'évolution des technologies et adopter celles qui contribuent à relever les niveaux de vie tout en protégeant l'environnement. Les effets néfastes des changements climatiques, par exemple, sont ressentis de manière disproportionnée dans les PMA. La CNUCED estime que pour les surmonter, les pays ont besoin des ressortissants qualifiés et instruits.

=====

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

UNCTAD/PRESS/PR/2012/37/Rev.1

Original: Anglais

LES ENVOIS DE FONDS DANS LES PAYS LES MOINS AVANCÉS POURRAIENT JOUER UN PLUS GRAND RÔLE EN MATIÈRE DE DIVERSIFICATION ET DE RENFORCEMENT DE L'ÉCONOMIE



Ces pays doivent trouver les moyens de mettre à profit ces flux monétaires, majoritairement privés pour améliorer les capacités productives

Genève, 26 novembre 2012 – En 2011, les ressortissants des pays les plus pauvres, qui travaillent à l'étranger, ont envoyé chez eux quelque 27 milliards de dollars. Dans son dernier rapport, la CNUCED recommande aux gouvernements de ces pays d'exploiter ces importantes ressources, dont une grande partie fait l'objet de transferts privés directs destinés aux familles, pour diversifier et renforcer leur économie.

Le Rapport 2012 sur les pays les moins avancés : Mettre à profit les envois de fonds et les compétences des diasporas pour renforcer les capacités productives est rendu public aujourd'hui.

Pour la CNUCED, les 48 pays les moins avancés (PMA) devraient prendre des mesures, par exemple en améliorant leurs services bancaires et financiers nationaux, afin qu'une plus grande partie de cet argent serve à financer l'investissement, le développement de petites entreprises et la création d'emplois en faveur de populations de plus en plus urbanisées qui ne peuvent plus vivre de l'agriculture. Les envois de fonds n'ont cessé d'augmenter, même pendant la crise financière mondiale.

C'est d'autant plus important aujourd'hui que les PMA, considérés dans leur ensemble, ont affiché de moins bons résultats en 2011 qu'en 2010, signe de problèmes à venir. Les envois de fonds devraient continuer de croître à moyen terme.

Au cours des dernières décennies, les migrations en provenance des PMA ont été caractérisées par un mouvement Sud-Sud, 80 % des émigrants des PMA s'expatriant dans des pays en développement. La destination varie selon la région d'origine, mais la plupart d'entre eux émigrent en Asie du Sud, au Moyen-Orient ou en Afrique.

Selon la CNUCED, les gouvernements devraient aussi prendre des mesures pour réduire les coûts de transfert liés à l'envoi de fonds, qui peuvent atteindre 12 % du montant transféré, soit un tiers de plus que la moyenne mondiale. Il est estimé qu'en 2010, si les coûts de transfert avaient été équivalents à la moyenne mondiale, les destinataires des fonds envoyés en Afrique subsaharienne auraient reçu 6 milliards de dollars supplémentaires.

Ces flux monétaires considérables devraient être mieux mis à profit pour améliorer les capacités productives des PMA – c'est-à-dire, la capacité de leur économie de produire une gamme de biens et services plus large et d'une plus grande sophistication pour le marché intérieur et l'exportation. Depuis des années, la CNUCED défend l'idée que l'amélioration des capacités productives est la stratégie à long terme la plus efficace et la plus stable pour sortir les pays et leur population de la pauvreté. La diversification de la production de biens et services rend les pays moins vulnérables en cas d'effondrement de la demande et du prix de certains biens, en particulier des matières premières et des produits agricoles de base dont beaucoup de PMA restent tributaires. De plus, l'amélioration des capacités productives accroît les connaissances et les capacités technologiques, tandis que la production de biens et services plus élaborés génère des profits plus importants et la création d'emplois mieux rémunérés.

Etant donné que les PMA comptent 27,5 millions de leurs ressortissants à l'étranger, les retombées positives sont loin d'être négligeables. Au cours de la dernière décennie, les envois de fonds ont dépassé les entrées d'investissements étrangers directs (IED) dans les PMA.

Des études montrent que les familles dépensent l'argent reçu pour subvenir à des besoins vitaux tels que l'alimentation et le logement. Néanmoins, une fois ces besoins élémentaires satisfaits, il serait bon de consacrer une part plus importante de ces fonds à des activités telles que le développement d'infrastructures locales ou la formation professionnelle.

En 2011, le taux de croissance global des PMA était de 4,2 %, soit 1,4 point de pourcentage de moins qu'en 2010, ce qui reflète le ralentissement de la croissance mondiale. Bien que, dans l'ensemble, les PMA aient obtenu de meilleurs résultats à l'exportation en 2010 et 2011, en grande partie grâce à l'augmentation des cours internationaux des produits de base, le déficit en ressources s'est creusé dans les PMA non exportateurs de pétrole: 18 PMA présentaient un déficit courant de plus de 10 % du produit intérieur brut (PIB), alors que cinq PMA seulement affichaient un excédent courant. Les versements nets d'aide publique au développement (APD), conjugués à un allègement net de la dette concédée aux PMA par l'ensemble des donateurs, ont atteint un niveau record de 44,8 milliards de dollars en 2010, ce qui a compensé la baisse des flux financiers privés et des IED. Toutefois, en raison d'une économie peu diversifiée, les PMA n'ont ni les réserves, ni les ressources nécessaires pour amortir les chocs et s'y adapter facilement.

Compte tenu du risque croissant de voir l'économie mondiale entrer dans une longue période de stagnation et de déflation, les PMA doivent se préparer à une période relativement prolongée d'incertitude, avec une possible aggravation des tensions financières et un

ralentissement économique réel, prévient la CNUCED. Il est donc urgent de repenser les politiques relatives aux envois de fonds et le rôle que ceux-ci pourraient jouer dans la promotion du développement industriel et de la

transformation structurelle de ces pays.

Malgré une certaine hétérogénéité des situations nationales, la valeur des envois de fonds par rapport au PIB ou aux recettes d'exportation a toujours été beaucoup plus importante dans les PMA que dans d'autres pays en développement. En moyenne, les envois de fonds représentent jusqu'à 4,4 % du PIB et 15 % des recettes d'exportation dans les PMA, contre 1,6 % et 4,5 %, respectivement, dans les autres pays en développement. Même si, de par leur nature même, les envois de fonds se distinguent des flux de capitaux, ils sont à l'évidence, pour un grand nombre de PMA, une source appréciable de devises. Il a été estimé qu'en 2010 les deux tiers des envois de fonds vers les PMA provenaient d'autres pays du Sud.

Le **Rapport 2012 sur les pays les moins avancés** décrit les incidences positives des envois de fonds sur le niveau de vie des ménages en matière de réduction de la pauvreté et de diversification des sources de revenu. Néanmoins, les liens entre envois de fonds et croissance économique sont complexes et multiformes. Il y a des aspects négatifs: les envois de fonds très importants qui ne sont pas accompagnés des mesures correctives appropriées risquent de provoquer une appréciation du taux de change réel, qui pèse sur la compétitivité interne et freine la croissance économique (phénomène dit du «syndrome hollandais»). Pour ce qui est des aspects positifs, ces fonds peuvent contribuer à la croissance économique et au développement des capacités productives de deux façons: par l'investissement et par le développement du secteur financier, c'est-à-dire par une offre accrue et plus diversifiée de services financiers adaptés à toutes les couches sociales. En effet, les

envois de fonds constituent une source appréciable de financement extérieur susceptible d'accélérer le développement économique et social, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la réduction de la pauvreté.

Les services postaux, les coopératives d'épargne et de crédit et les organismes de microcrédit peuvent grandement contribuer à améliorer l'accès, aux envois de fonds et aux services financiers, en particulier pour les populations rurales. Il conviendrait en outre d'éviter les accords d'exclusivité conclus avec des sociétés de transfert de fonds car ils étouffent la concurrence et tendent à augmenter les coûts de transfert.

Enfin, l'attention accrue accordée aux envois de fonds ne signifie pas qu'ils peuvent être considérés comme un substitut de l'IED et de l'APD, de l'allégement de la dette, de la mobilisation de ressources internes ou d'autres sources de financement du développement.

Compte tenu de la nature essentiellement privée des flux d'envois de fonds, la mobilisation effective de ces fonds à des fins productives dépend d'un ensemble d'améliorations, notamment institutionnelles, visant à renforcer à la fois la «filiale investissement» et le développement des services financiers. Cela pourrait passer par une série de mesures, par exemple des politiques nationales et régionales de développement encourageant l'investissement privé, ainsi que par des réformes financières et réglementaires qui permettent de réduire les coûts de transaction et de promouvoir l'accès des petites et moyennes entreprises aux services financiers et au crédit.

CNUCED/www.madagate.com